

Communiqué aux adhérents

Paris, le 10 janvier 2018,

***Pour une refondation de la politique culturelle :
appel à un nouveau contrat républicain.
L'art au cœur des nouveaux besoins de fraternité, d'émancipation,
d'équité sociale et territoriale.***

Chers amis,

Lors de notre rendez-vous avignonnais, puis lors de notre assemblée générale, nous avons dit quel serait le nouvel élan du Syndicat : déclaratif, proposant par lui-même une orientation claire à la politique culturelle qui nous semble nécessaire pour notre pays.

Pour faire apparaître cette nouvelle force, nous avons décidé de nous réunir
**le 30 janvier à partir de 18 h
au Théâtre national de la Colline (*)**

Nous sommes dans une nouvelle ère politique. Elle ne peut être abordée comme s'il s'agissait d'une solution de continuité. Peu importe ce qu'elle est. C'est ce qu'elle prétend être qui nous occupe : une modernisation, une décalcification. Depuis septembre 2017, nous avons décidé de prendre au pied de la lettre ce désir d'aggiornamento. Nous aussi, nous pensons que la politique culturelle demande une renaissance et un ajustement contemporain. Non pour faire droit à une pulsion moderniste, mais parce que les nécessités sont immenses de nouveau. Voilà pourquoi nous avons parlé d'un acte 2 de la décentralisation : comme aux temps inauguraux, le besoin de reconstruction du pays, même s'il s'est déplacé dans des figures autres, est de nouveau poignant et réel.

La fraternité est menacée partout par des revendications identitaires, l'équité territoriale, dans les zones rurales, dans les zones urbaines sensibles, mais aussi dans les zones pavillonnaires, n'a plus la rigueur que devrait garantir la République ; sa structuration administrative est attaquée, la pauvreté est de nouveau un problème du pays, et les classes moyennes redoutent en même temps leur déclassement, sentent que la culture des puissants n'a pas le même visage que leur propre acculturation, et se plaignent que les instruments de la culture et de l'éducation n'assurent plus à leurs enfants la capacité de progresser socialement. Maintenant, dans notre pays, le péril subjectif et politique est très vrai. Nous le savons. La *Trumpisation* a aussi un visage pour nous.

C'est notre conviction : notre pays a besoin d'une politique culturelle qui soit aussi déterminante et constructive que celles des séquences majeures de l'Histoire. Et notre conviction, c'est aussi que nous devons en devenir les initiateurs et les inspirateurs. De même que dans les grandes étapes historiques, c'est aux acteurs culturels, aux artistes, avec l'aide intelligente de l'Etat et des collectivités, dans un contrat de confiance républicain, de créer la politique culturelle juste, décisive car au contact et émue des nécessités et de la violente angoisse des concitoyens. Une fois de plus, il faut demander à la culture et aux arts ce qu'ils sont nés pour faire : libérer les subjectivités, donner la place à tous en attestant la capacité de chacun, construire la communauté d'actes et de souci des collectifs. Et nous doter d'une méthode pour désirer et organiser autre chose que ce qui dans ce monde est bloqué.

C'est ce que nous avons dit dans tous nos rendez-vous au Ministère, à Matignon et tenté de dire au Président. Car s'il est vrai que M. Macron souhaite être un grand Président, certes il ne pourrait pas l'être sans une grande politique culturelle. Changer la société, c'est toujours une « révolution » culturelle. Nous les avons appelés à nous entendre et à nous faire confiance. Au lieu de nous soupçonner, croire que nous sommes les vrais connaisseurs et acteurs loyaux et justes du service public culturel, capables de le redessiner et assez courageux pour le remettre en jeu. Et nous avons demandé d'incarner cette confiance par une méthode de co-élaboration, avec un calendrier précis de travaux, avec des décisions concrètes prises ensemble. Pour que s'ouvre une grande séquence d'expérimentation de nouveaux dispositifs de la politique culturelle, et de nouveaux modes de financements publics de ces « prototypes ». Des financements qui feraient apparaître une nouvelle place transversale donnée à la Culture.

En vérité, ce que nous pensons c'est que le ministère de la Culture devrait faire l'interface avec la politique de la ville et des territoires, avec les politiques de la jeunesse, avec les politiques de l'aide sociale et de bien d'autres champs (justice, santé etc.). C'est cela qu'il nous faut réaffirmer. La décentralisation a été l'invention de lieux extraordinaires où l'art ne se séparait de sa fonction d'émancipation, où la jeunesse apprenait à se politiser et à croire en sa capacité à organiser la vie, où les habitants apprenaient à nommer ce qui d'une civilisation est problématique et à entrevoir les conditions de son dépassement. Nous devons réaffirmer cela. Nous sommes ceux par qui la mise en œuvre des capacités se fait et s'atteste. François Tosquelles et Jean Oury ont montré que les fous pouvaient soigner la psychiatrie. Nous aussi, nous devons dire que la Culture, quand elle est là, soigne bien des choses en impasse de la politique. Qu'une alliance de nous avec l'école soigne l'école, qu'une alliance de nous avec le travail soigne le travail, qu'une alliance de nous avec l'aide sociale soigne l'aide sociale, etc. Car nous, c'est la rencontre des gens avec eux-mêmes, c'est ce qui des gens est invisibilisé ou méconnu qui se libère, qui enfin est appelé à contribuer, pour construire quelque chose de mieux pour tous.

Et nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour cela, c'est paresse ou impéritie. Quelques centaines de millions d'euros ne seraient pas trouvables par des financements empruntés aux dispositifs exténués des politiques de la ville ? Aux dispositifs de l'Europe ? Aux projets d'investissements d'avenir ? C'est inaudible. Et d'ailleurs, on les trouve bien, pour d'autres décisions, plus étranges.

Le 30, nous lancerons donc cet appel à une politique culturelle qui ait un peu de puissance, d'ambition et de réalité. Nous l'appellerons « *Pour une refondation de la politique culturelle : appel à un nouveau contrat républicain. L'art au cœur des nouveaux besoins de fraternité, d'émancipation, et d'équité sociale et territoriale.* »

Et nous dirons alors quelle considérable fonction nous occupons déjà, quelle immensité des besoins n'est pourtant par recouverte et nous requiert. Oui, pour finir, c'est cela que nous voulons dire. Non, la seule politique qui reste n'est pas celle de la réduction des acteurs, au nom « d'une saturation du marché », du « mieux aider un plus petit nombre ». Cela, notre système, nous pouvons entièrement le relancer par une décision dépolitique. Celle de redonner sa place à l'art dans le service à rendre à la société. Car, non la décentralisation n'est pas achevée, non la démocratisation culturelle n'est pas ratée. Elles sont comme le pays : elles veulent et peuvent bien plus. Et aussi loin que nous pourrons, nous voulons nous en charger.

Marie-José Malis
Présidente

